

Royaliste

Bimensuel de la Nouvelle Action Royaliste

Cible

Croissance

Macron et les macroniens ont la religion de l'efficacité. Ils ne veulent être efficaces pour la grandeur de la France mais pour être classés parmi les « bons élèves » par le gouvernement de Berlin et la Commission de Bruxelles. C'est une efficacité de comptables myopes, une servilité de bureaucrates médiocres.

Mais voici Macron et les macroniens pris en défaut sur leurs propres critères. La croissance du PIB, dont ils étaient si fiers, est en train de mollir. L'investissement est faible, les exportations aussi et la consommation des ménages stagne ou recule selon les secteurs. Pourtant, Matignon est censé piloter le « gouvernement du pouvoir d'achat » ! Pourtant, une fiscalité très favorable au Capital devait susciter l'investissement !

Rien de nouveau sous le soleil. Comme celles de Nicolas Sarkozy et de François Hollande, les équipes macroniennes font des « réformes » enrobées de belles formules volontaristes mais elles n'ont aucune liberté de décision monétaire, commerciale et financière.

On croit s'adapter à la mondialisation. On ne fait que subir ses flux et reflux comme un navire démâté et sans gouvernail.

Cinquantenaire

Comment

penser

Mai 68 ?

Droit d'asile

Toujours plus
de précarité

p. 4

Hongrie

Orban
reconduit

p. 5

L'Europe, grande absente

Quoiqu'on ait pu penser de l'interview d'Emmanuel Macron réalisée par Edwy Plenel et Jean-Jacques Bourdin dimanche 15 avril, force est de constater qu'il y a eu une grande absente, l'Europe. Elle a été évoquée furtivement par Bourdin en fin d'entretien, comme une sorte de « question bonus », alors même qu'il aurait fallu commencer par cela.

L'Union européenne, en effet, c'est le cadre. C'est à l'intérieur de ce cadre que tout prend place et c'est de lui que tout découle. Or il réduit à fort peu de choses les possibilités d'action à l'échelle nationale, notamment en matière économique.

Ce soir-là pourtant, personne n'a fait remarquer à Emmanuel Macron - ce fêru d'économie au point qu'il en fut ministre - qu'il n'a pas de marge de manœuvre dans ce domaine. Il n'a pas de prise sur la politique monétaire (c'est la BCE qui la conduit, et elle tente de faire un « poids moyen » qui convienne à la fois au Portugal et à la Finlande, ce qui est impossible, et qui du coup ne convient à personne). Il n'en a pas non plus sur la politique de change (avec l'euro cela n'existe quasiment plus. Sa marge de manœuvre est presque inexistante dans le domaine budgétaire également : dans le cadre du Semestre européen, la Commission passe les budgets au crible avant même qu'ils

soient soumis aux Parlements nationaux. Par ailleurs, la France a des obligations au titre du TSCG, ce « Pacte budgétaire européen » que François Hollande avait promis de renégocier durant sa campagne de 2012, et qu'il n'a fait qu'entériner. Or ce texte impose (en plus du déficit public qui, depuis Maastricht, ne doit pas dépasser 3 % du PIB) que le déficit dit « structurel » (c'est-à-dire le déficit corrigé des variations conjoncturelles) ne dépasse pas 0,5 % du PIB. Enfin, la France n'a plus de politique commerciale non plus. La politique commerciale est une compétence exclusive de l'Union, et c'est la Commission qui signe les traités de libre-échange tels le CETA.

Au lieu de lui faire remarquer tout cela, Plenel et Bourdin ont laissé le Président dérouler tranquillement sur le thème de « l'Europe qui protège ». Hélas, dans l'état actuel des traités, cette notion est un non-sens. L'Europe ne protège rien ni personne, dès lors que tout y circule librement (les hommes, les marchandises, les capitaux) depuis l'Acte unique de 1986, et que dès lors, nous sommes le coin du monde où les rafales soufflées par la mondialisation pénètrent avec le plus de rage. D'ailleurs, Jacques Delors, qui conçut et fit adopter l'Acte unique, explique dans ses mémoires que le plus important pour lui à l'époque, c'était la libéralisation des mouvements de capitaux. Pourquoi ? Parce que « le vent souffle dans cette direction ». Il voulait bien sûr parler

du processus de financiarisation de l'économie, qu'il souhaitait non pas endiguer mais accompagner voire promouvoir. Il s'agissait bel et bien d'ouvrir l'Europe à tous les vents, et l'on n'a même pas cherché à le dissimuler.

Du coup et puisque tout circule, les hommes, les capitaux et les services, lorsqu'on interroge Emmanuel Macron sur la réforme de la SNCF, pourquoi ne pas lui poser un certain nombre de questions en lien avec cette réalité ? Il veut supprimer le statut des cheminots sous un motif fallacieux, très bien. Seuls les cheminots à venir (et non les cheminots actuels) seront recrutés hors statut, d'accord. Mais d'ici dix ans, qu'est-ce qui nous prouve que les contrôleurs dans les trains ne seront pas des travailleurs détachés polonais ou roumains, employés par les entreprises concurrentes de la SCNF au nom de la « libre prestation de service », avec la possibilité pour elles d'embaucher des travailleurs de n'importe quel autre pays d'Europe libres de circuler ?

Dernière chose. Quand on consent à parler d'Europe trois minutes en fin d'interview, on laisse Emmanuel Macron broder autour de la notion nébuleuse de « souveraineté européenne ». Or derrière cette formule ronflante, il n'y a rien. La souveraineté, c'est celle d'un peuple, et il n'y a pas de peuple européen, il y en a vingt-huit.

Coralie DELAUME

NB - La version longue de cet article a été publiée sur le blog de Bertrand Renouvin

SOMMAIRE

P 1 -Cible : Croissance - P 2 : Interview de Macron : L'Europe, grande absente - P 3 : Plan Borloo : Treize à la douzaine - Écho des blogs : Le produit Macron - P 4 : Droit d'asile - Une loi malsaine - P 5 : Hongrie : Orban hégémonique - P 6 - 7 : Populisme de gauche : Question de stratégie - P 8 : Essai : L'hypothèse révolutionnaire - Dessins : Chaunu - P 9 : Idées : L'échec des Lumières - P 10 : Engagement : Un enfant du siècle Chrétiens d'Orient - p 11 : Brèves : Swaziland, Lybie, Royaume-Uni, Iran - Actualités de la Nouvelle Action royaliste Souscription 2018 - P 12 : Éditorial : L'homme funeste et la littérature

Treize à la douzaine

Encore un « plan banlieues » ! Comme presque tous les autres, il contient un ensemble de propositions partielles alors qu'il faudrait une ambition politique nationale.

En 1983 et dans les années qui suivirent, « Royaliste » avait ardemment soutenu le plan « Banlieue 89 » conçu par Roland Castro et Michel Cantal-Dupart sous l'égide de François Mitterrand. La crise des banlieues avait déjà éclaté, ses causes étaient connues, les solutions sociales, architecturales et politiques étaient clairement exposées. Elles ne furent que très partiellement mises en œuvre. Avec Michel Rocard, Jacques Chirac, Lionel Jospin, Nicolas Sarkozy et François Hollande, les « plans banlieues » furent empilés – on en compte une douzaine depuis 1977 – de manière palliative. Toujours de grands discours et trop peu de moyens, avant comme après les émeutes de 2005, avant comme après le constat d'un repli communautariste de certains quartiers sous l'effet de la propagande salafiste-wahhabite.

Le plan Borloo 2018 est rempli de bonnes intentions. Créer des « Maisons Marianne » pour les femmes engagées dans leur quartier, faciliter les voyages des jeunes habitants des Quartiers prioritaires, créer des lignes de transport public pour désenclaver les quartiers, recruter 5 000 « *coachs* d'insertion » par le sport... Il y a aussi de la discrimination positive – et anticonstitutionnelle – avec la création d'une ENA des banlieues qui permettrait l'accès des jeunes des quartiers difficiles à la haute fonction publique.

C'est Emmanuel Macron qui fera le tri dans ces propositions le 22 mai mais, quoi qu'il décide, nous resterons dans une logique de dislocation du territoire national. Il faudrait casser les réseaux de financement salafistes et mener campagne contre les maires qui favorisent le communautarisme, ce qui suppose une volonté politique. Il faudrait reconstruire les quartiers à l'abandon et y développer des activités industrielles et commerciales. Il faudrait réintégrer ces quartiers et l'ensemble de la France périphérique dans un plan national de développement économique et social, fondé sur un renforcement des administrations et des services publics... que le gouvernement s'acharne à réduire et à détruire. Il faudrait des architectes politiques. Nous n'avons que des dynamiteurs.

Sylvie FERNOY

Le produit Macron

Mariel Primois Bizot publie *Attention à la marche! Comme un Huron chez Macron* (Indigène éditions). Sur le site du Figaro (1), elle nous montre la réalité de la *start-up* présidentielle.

Elle nous explique d'abord comment elle a été subjuguée par le personnage : « C'est un personnage de roman, brillant, créatif, charismatique. Il y avait une élégance dans son propos. J'étais séduite par son désir d'ouverture à la société civile, son envie d'écouter, disait-il, « les Français qui ne voteraient pas pour lui ». Je me demandais qui étaient ces gens qui, dès le premier meeting comme moi, se déplaçaient pour entendre quelqu'un qui n'avait pas de programme, qui disait même que c'était inutile d'en avoir un ». Militante de la première heure dans un comité de quartier, elle est sondée par mail après chaque réunion publique : « On m'interroge comme on le ferait pour le lancement marketing d'un yaourt, on veut savoir s'il faut y rajouter du sucre, des morceaux de fruits » et, comme elle y répond avec zèle, elle rejoint rapidement le QG de campagne : « (...) j'ai rejoint l'équipe « phoning ». L'endroit avait tout d'une *start-up* avec un agenda mural sur un panneau de liège où chacun punaise sa photo en guise de fiche de présence, (...) et un slogan qui claque : « La maison n'accepte pas l'échec », elle découvre « ... deux univers : celui des comités de terrain où des gens comme moi, plutôt quadra ou quinquas, voulaient réfléchir à la vie de la cité, faire avancer des idées, penser une autre société (...) et puis (...) le QG. Là, c'était le monde de l'entreprise, l'obsession de la performance, de l'efficacité. On devait gagner le « marché » de la présidentielle ».

Peu à peu, elle découvre que cette structure n'est pas un parti politique traditionnel : « Il n'y a pas d'idéologie, pas de confrontations possibles. On ne critique pas sa boîte, on en attend une promotion. (...) On ne fait pas de politique. On ne discute pas, on ne se dispute pas mais on sait où l'on va », mais est formatée comme une *start-up* : « Le vocabulaire utilisé, les *teams*, les *helpers*, les boucles Telegram, (...). On annonce les ralliements comme des prises de guerre tout en prônant la bienveillance (...) il y a un côté fan-club : ceux qui sont avec nous, ceux qui sont contre nous. L'inverse de ce qui avait été annoncé » et que tout n'est qu'illusoire : « j'ai senti que nous étions dans une bulle, dans du vide. Un trou noir. J'ai perçu une forme de manipulation. J'ai commencé à me sentir bernée ».

Depuis l'élection, nous avons pu nous rendre compte que ce vide n'était qu'apparent et ne servait qu'à masquer, sur injonction de l'UE et au seul profit d'une caste oligarchique hors-sol, un projet de destruction systématique du système socio-économique français construit depuis la Libération.

Loïc de BENTZMANN

(1) (1) <http://www.lefigaro.fr/politique/2018/04/22/01002-20180422ART-FIG00192-mariel-primois-bizot>

Une loi malsaine

La loi asile et immigration aura un seul effet pratique : accroître la précarité des réfugiés. En mélangeant les questions de l'asile et de l'immigration, l'exécutif s'est montré mal inspiré et incapable de revivifier la tradition française du droit d'asile.

Dans un communiqué du 23 avril 2018, le ministre de l'Intérieur se félicite de l'adoption en première lecture par l'Assemblée nationale de son Projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie, affirmant sans aucune gêne que le texte adopté vise à « mieux protéger les personnes vulnérables ».

Les opposants au texte craignent pour leur part que la réduction du délai pour déposer une demande d'asile de 120 à 90 jours fasse « reposer l'effort uniquement sur le demandeur, et non sur l'administration » et ce « sans que des moyens supplémentaires soient alloués pour accélérer le traitement des dossiers », résume Olivier Liffra dans *Jeune Afrique*.

Le Défenseur des droits Jacques Toubon juge ce temps beaucoup trop court eu égard à l'extrême précarité des demandeurs et à la lenteur du parcours administratif, sans compter les disparités de traitement selon les régions.

L'ancien Garde des Sceaux estime aussi qu'avec le raccourcissement de 30 à 15 jours du délai pour faire appel d'une décision de refus auprès de la Cour nationale du droit d'asile, le demandeur d'asile « se trouve pris dans des procédures tellement accélérées qu'elles confinent à l'expéditif ».

La pratique administrative confirme le bien-fondé de son inquiétude légitime. La journaliste

Marylise Baumard (*Le Monde* du 24 avril 2018) démontre chiffres à l'appui que « les préfets, au nom du maintien de l'ordre, interprètent et appliquent assez librement les textes en vigueur », érigeant même le non-respect de la loi en matière d'immigration en système. Le seul Préfet de Paris a été condamné 135 fois en 2017 pour non-respect de l'enregistrement des demandes d'asile dans le délai imposé.

Pourtant, analyse-t-elle par ailleurs, « la loi veut « dissuader » de venir et permettre de renvoyer plus facilement, mais elle n'empêche pas plus de venir en France ». Une pierre dans le jardin de LR qui dénonce « une petite loi de petits ajustements techniques qui ne permettra pas à la France de sortir du chaos migratoire ». Alors, pourquoi une troisième loi sur l'immigration en trois ans ?

Dans son dossier de presse le ministère de l'intérieur insiste sur la nécessité de « faire converger nos procédures avec le droit et les pratiques européennes ». En fait, le document insiste sur les législations de « neuf États membres » et cite trois fois l'Allemagne.

Pourtant, explique Anicet Le Pors, ancien président de section à la Cour nationale du droit d'asile, la question de l'asile « a donné lieu, selon les pays, à des conceptions diverses et la France a pu, en raison de sa longue expérience en ce domaine, servir de référence ». Or, « la question de l'étranger est présente dans toutes les dimensions de la citoyenneté », ajoute l'ancien ministre pour qui « le développement des flux migratoires est un problème mondial irréversible ».

Alors, nous sommes-nous « alignés », ou couchés, surtout pour le pire quand il s'agit de rétention des mineurs ? Mais, pour trop de Français, la question de l'asile et celle de l'immigration sont liées et le pire

c'est le réfugié en qui on leur montre un terroriste en puissance, un violeur et un parasite.

Les débats auraient pu aborder ces questions avec nuance. Ils ont été pour le Front National et LR une occasion de se refaire politiquement en se livrant à une véritable surenchère répressive, loin de « la richesse des échanges et du travail de co-construction réalisé avec les députés qui a porté ses fruits », dont s'est félicité Gérard Collomb.

Marine Le Pen a pourfendu une « immigration de masse » qui « porte atteinte à nos coutumes, nos traditions, nos valeurs ». A son avis : « les Français ont le droit de vivre en France comme des Français », LR a fait écho en interrogeant : « La question posée par l'immigration, c'est quel sera le visage de la France dans vingt ans ? ».

Gérard Collomb avait soufflé sur les braises en expliquant devant la commission des lois que « certaines régions sont en train de se déconstruire parce qu'elles sont submergées par les flux de demandeurs d'asile ».

Or la France n'est pas submergée. Elle a accepté à peine plus de 81 000 demandes d'asile en 2015, soit 0,12 % de la population française, huit fois moins que l'Allemagne. La France des années 30, qui comptait 38 millions d'habitants, accueillait près de 1 millions de réfugiés.

Le gouvernement et par conséquent le chef de l'Etat trompent les Français en leur faisant croire qu'il suffit de précariser les demandeurs d'asile pour limiter l'immigration, et fermer la pompe aspirante disait Le Pen. Les questions d'immigration et d'intégration pourraient trouver un début de traitement avec une réduction du chômage de masse et une vraie politique de coopération de l'ensemble des pays riches. Mais l'immigration ne cessera pas. Pour le faire admettre, un réformateur ne suffit pas. Il faut un chef d'Etat.

Laurent LAGADEC

Orbán hégémonique

Orbán triomphe, l'opposition s'effondre, les observateurs s'interrogent. Les élections parlementaires du 8 avril 2018 ont confirmé au-delà des pronostics l'hégémonie du Fidesz de Viktor Orbán sur la vie politique hongroise. Après huit ans à la tête du gouvernement, Orbán fédère encore par son discours nationaliste.

Pour les opposants au Premier ministre Viktor Orbán, la soirée du dépouillement des législatives, dimanche 8 avril, n'a été qu'une suite interminable de désillusions. Le niveau de participation élevé (67,56 %, un record depuis 2002) leur laissait pourtant espérer une mobilisation contre la politique et les discours de la droite populiste au pouvoir depuis 2010. Les journalistes étrangers s'étaient plu, tout au long de la journée électorale, à relayer cette petite musique. Méprise manifeste : c'est au contraire le Fidesz, allié au parti démocrate-chrétien KDNP, qui a bénéficié du regain d'intérêt des électeurs hongrois. Le parti d'Orbán rafle 133 sièges sur les 199 que compte le Parlement monocaméral de Budapest, désigné selon un mode de scrutin mixte. Une double victoire. Non seulement le Fidesz augmente son score de 2014 et convainc au passage près d'un demi-million d'électeurs nouveaux mais il conserve sa majorité des deux-tiers qui lui permet mathématiquement de pouvoir réviser la Constitution du pays. Le Jobbik, premier parti d'opposition, n'obtient que 26 sièges (19,06 % des suffrages à la proportionnelle), tandis que la gauche sociale-démocrate perd 10 sièges, ne parvenant à faire élire que 20 députés... Plusieurs petites formations se partagent les miettes : 9 sièges pour le DK, parti de l'ancien chef du gouvernement Ferenc Gyurcsány, 8 sièges pour les écologistes du LMP, 1 siège respectif pour le parti libéral-liber-

taire Együtt, pour le représentant de la minorité allemande et pour un candidat sans étiquette.

Dans une Hongrie en pleine révolution conservatrice, la question de la loyauté du vote a été soulevée par l'opposition et certaines ONG. L'OSCE a relevé un certain nombre d'iniquités qui ont pu favoriser le parti au pouvoir et compliquer la campagne des candidats adverses. L'organisation internationale a souligné le manque de transparence du financement de la campagne, le parti-pris des médias et une rhétorique d'intimidation du gouvernement vis-à-vis des adversaires. « Les droits fondamentaux ont été respectés dans l'ensemble mais cela s'est fait dans un climat d'adversité » note finalement l'OSCE, qui ne remet en cause ni la sincérité des résultats ni le déroulement global du scrutin.

L'ampleur de la victoire de Viktor Orbán a profondément ébranlé les convictions de l'opposition hongroise. Gábor Vona a ainsi quitté la présidence du Jobbik, prenant acte de l'échec de sa stratégie de recentrage. La gauche de gouvernement, déjà abandonnée à l'automne par László Botka qui avait tenté de la rassembler, semble connaître le destin tragique des partis dits socialistes d'Europe du Sud et de l'Ouest. L'apparition en 2017 du MoMo (Momentum Mozgalom), un parti centriste transcourant inspiré de l'expérience française En Marche !, n'a suscité qu'un intérêt modeste. Le nouveau venu obtient 3 % des voix à la proportionnelle et échoue à entrer au Parlement. Et si le Fidesz séduit davantage les électeurs d'âge moyen et les personnes âgées, il reste populaire auprès d'une jeunesse qu'un discours sur la préservation de l'identité nationale séduit en partie. Viktor Orbán peut aussi compter sur un bilan économique honorable. La violente récession de l'année 2009 (- 6,6 %) n'est plus qu'un lointain souvenir dans un pays dont le PIB croît en moyenne de 3,5 % ces quatre dernières années. L'inflation y est

contenue (2 %) et le taux de chômage a été calculé en 2017 à 4,2 % de la population active. Derrière cette facette radieuse, le pays est toujours préoccupé par la baisse démographique ; la population s'établit aujourd'hui à 9,8 millions d'habitants, soit 850 000 de moins en trente ans, essentiellement à cause de l'expatriation économique qui a accompagné la libéralisation du pays. La Hongrie peine aussi à enrayer la corruption et a, sous l'ère Orbán, chuté de la 23^e à la 71^e place dans le classement de la liberté de la presse établie par Reporters Sans Frontières. L'homme qui a imposé le SMIC, nationalisé les caisses de retraite et imposé des taxes sur les banques et les produits financiers a dit vouloir s'affranchir des consignes d'austérité de l'Union européenne et du FMI, en engageant cependant des coupes dans le budget de la recherche, de la culture ou encore des prestations sociales...

La reconduction d'Orbán pour quatre ans à la tête du gouvernement de Budapest inquiète les autorités européennes et la gauche hongroise. Ces derniers mois, le discours violemment xénophobe que diffuse le Fidesz, le rapprochement idéologique opéré avec le voisin russe et la volonté revendiquée de créer une démocratie « illibérale » - employé par Orbán, le terme n'est donc plus l'apanage des observateurs ou des militants hostiles à sa politique - ont plus que jamais inscrit la Hongrie sur la voie de la dissidence. Où est donc passé le jeune démocrate du Fidesz (parti né en 1988) qui a combattu le système socialiste au nom de la liberté en Europe centrale, s'interroge-t-on à Bruxelles ? Il n'a pas vraiment changé... Une facilité d'analyse conduit à voir dans la dérive nationaliste du Fidesz et de son leader l'antithèse de sa posture de révolutionnaire lors de la transition. Pourtant, Orbán demeure viscéralement antisocialiste et hostile à l'influence extérieure sur la politique hongroise. Mais ses cibles s'appellent désormais Jean-Claude Juncker et George Soros.

Pierre NAULENT

L'esprit sans l'Esprit ?

Pour le cinquantième anniversaire de Mai 68, Gérard Leclerc s'interroge sur le sens d'un événement qui a fait époque (1). Dans le chaos de ces journées devenues mythiques et sous le désordre des commentaires et des interprétations, il repère de discrets cheminements. L'esprit de Mai ne fut pas sans Esprit.

On fête « 68 » tous les dix ans mais ce cinquantième anniversaire résonne tout particulièrement. Pour une simple raison : dans dix ans, la « génération » qui a « fait » Mai 1968 sera passée de vie à trépas ou entrée dans le très grand âge. Déjà, plusieurs acteurs importants ont disparu - Jean-Paul Dollé, André Glucksmann, Benny Lévy, Daniel Bensaid - et Maurice Clavel nous a quittés dès 1979. Ceux qui sont encore parmi nous, dans cette génération, ne sont pas plus unis aujourd'hui qu'ils le furent autrefois : entre Alain Krivine resté fidèle à son engagement communiste et Daniel Cohn-Bendit, ludion de la caste ultralibérale, le fossé n'a cessé de se creuser. D'ailleurs, ceux qui parlent haut et fort, l'incontournable Dany ou encore Romain Goupil, semblent oublier qu'ils furent les camarades de ceux qui sont morts à trente ans - ceux de la « génération lyrique » qui avaient vraiment cru qu'ils allaient faire la Révolution et changer le monde.

Toute époque héroïque ou héroï-comique connaît après coup ses profiteurs et ses imposteurs. Jean-Paul Sartre, qui théorise l'engagement après la Libération et joue la Résistance qu'il n'a pas faite aux côtés de la Gauche prolétarienne, fait le lien entre l'après-guerre et l'après-Mai et connaît de moins

talentueux émules - Alain Geismar par exemple, qui faisait si peur au philosophe... Ce ne sont pas seulement les camarades disparus que les Anciens de Mai piétinent avec un parfait cynisme. C'est aussi et surtout le mouvement ouvrier qui occupe les usines et s'engage, rappelle Gérard Leclerc, dans « la plus formidable grève générale de notre histoire, plus importante encore que celle de 1936 au début du Front populaire ».

Tandis que le Parti communiste, qui n'a jamais voulu faire la révolution, contribue à stabiliser la situation, les confédérations ouvrières obtiennent de fortes augmentations salariales lors des accords de Grenelle. En 1968, la France vit encore dans les prétendues Trente glorieuses et la classe ouvrière, comme l'ensemble des salariés, veut tirer tous les avantages possibles de la société de production et de consommation de masse dont l'expansion semble alors infinie. L'opposition avec les étudiants qui veulent changer le monde selon les formules maoïstes, trotskystes ou libertaires est frontale. Les mots d'ordre révolutionnaires sont conçus par des jeunes gens qui vivent à l'abri de leur classe sociale pour la plupart, avec toutes les garanties offertes par l'État social et sous la protection de l'arme nucléaire. Ils ont échappé à la guerre d'Algérie, qui s'est terminée six ans plus tôt et ils ne s'inquiètent guère d'une rupture possible dans l'équilibre de la terreur entre États-Uniens et soviétiques. Belle insouciance de la jeunesse !

La révolte du « peuple adolescent » évoqué par Paul Yonnet est lourde d'ambiguïtés. Gérard Leclerc dit bien que « par certains côtés, Mai 68 est réactionnaire par rapport à ce qui l'a précédé ». En

contestant la société de consommation et la civilisation urbaine « ... c'est tout un imaginaire régressif qui se trouve projeté sur la réalité, avec des rêves de retour à la nature, sans compter un mouvement de désintégration sociale (la remise en cause du mariage) qui, sous des aspects libertaires, nous renvoie à des stades d'indifférenciation sociale tout à fait archaïques ». Mais cette révolte représente surtout un moment significatif dans l'histoire de la modernité : loin des organisations militarisées des trotskystes et des maoïstes et à l'opposé du discours marxiste-léniniste encore dominant, l'esprit de Mai glorifie l'individu, fustige l'autorité, érige l'adolescent en idéal-type d'une société qui se veut pleinement autonome. Gérard Leclerc reprend ici les analyses de Jean-Pierre Le Goff qui a magistralement évoqué voici vingt ans « l'héritage impossible » de Mai, son utopie d'une vie radicalement changée, festive dans son apparence mais porteuse d'une charge nihiliste. Ce n'est tout de même pas un hasard si à cette époque on affirme sans cesse vouloir « s'éclater » !

Tout le monde a retenu que Mai 68 marquait le moment de la joyeuse libération des désirs. On a quelque peu oublié les penseurs de cette révolution sexuelle, dont Gérard Leclerc propose la relecture. Wilhelm Reich, qui voyait dans la révolution sexuelle un remède à tous les maux, est expédié en quelques lignes pour laisser toute sa place à l'analyse critique d'Herbert Marcuse, théoricien d'une érotique généralisée, dialectiquement régie par le principe de plaisir. Belle ambition que cette révolution de l'amour, « mais à vouloir que cet amour demeure piégé dans son déterminisme biologique et à éliminer de facto la tension éthique et métaphysique qui structure l'éros, il ramène l'humain, en dépit de ses aspirations poétiques, à une sorte d'automate aspirant en pure vanité à la spontanéité et à l'innocence



vement structurel de déca-tholicisation de la société française, change le paysage spirituel et mental qui était familier aux croyants comme aux incroyants et s'ajoute à la crise qui ravage l'enseignement. La « perte des repères » et la question lancinante de « l'identité » ont leurs causes immédiates dans les séismes des années soixante.

Somme toute, les porte-paroles médiatiques du gauchisme culturel ont tout lieu de se congratuler. L'institution ecclésiastique et l'institution scolaire sont chancelantes, le peuple s'est libéré de l'aliénation religieuse, le Parti communiste est terrassé, le gaullisme partisan est mort et enterré, les enfants de Georges Séguy et d'André Bergeron sont sur la dé-

fensive à la CGT et à FO, la société industrielle est moribonde, la frénésie de consommation est contenue dans les disciplines austéritaires et par le chômage, la libération des mœurs est accomplie. Bien creusé, jeunes taupes de Mai !

Bien entendu, Daniel Cohn-Bendit et les militants libertaires de la grande époque n'avaient pas claire conscience du mouvement de l'histoire qu'ils disaient faire et dont ils furent de minuscules rouages. Mais ils furent, tout au long de la période ouverte en Mai 68, des rouages fascinants par leur capacité d'adaptation aux puissances dominantes – qu'il s'agisse de l'oligarchie, du capitalisme financier, de l'euro-péisme berlino-bruxellois ou des Etats-Unis. Dany Le Rouge a mené campagne commune avec Valéry Giscard d'Estaing pour le « traité constitutionnel » en 2005, l'ancien maoïste André Glucksmann a porté les couleurs du néo-conservatisme en France, l'ancien trotskyste Denis Kessler s'est mis au service du patronat, tous ont su jouir sans entraves mais fort bourgeoisement de leur notoriété et des multiples avan-

tages qu'elle induit. Tous furent les artisans et les bénéficiaires du piège qui s'est refermé sur nous quand l'esprit libertaire et l'idéologie ultralibérale ont fait leur jonction.

L'esprit de Mai semble n'avoir produit que du négatif. Gérard Leclerc dresse un constat sévère mais prend soin de relever des cheminements moins visibles mais mieux assurés. Des œuvres majeures ont surgi du bouillonnement soixante-huitard : Gérard évoque l'œuvre de Cornélius Castoriadis, celle de Michel Foucault... et des itinéraires personnels parfaitement saisissants. En quête d'absolu, Benny Lévy passe de la Gauche prolétarienne dont il fut le chef sous le pseudonyme de Pierre Victor à la Yeshiva des étudiants strasbourgeois et meurt après avoir rédigé *Être juif : étude lévinassienne*. Christian Jambet, lui aussi membre éminent de la Gauche prolétarienne, auteur avec Guy Lardreau de *L'Ange* en 1976, est devenu spécialiste de l'islam chiite et s'est converti au chiisme ismaélien. Maurice Clavel, quant à lui, voulait tisser le lien entre la Résistance, qu'il avait faite, et la révolution à venir - une révolution selon l'Être vers laquelle il voulait conduire les plus fervents des gauchistes. Philosophe et stratège riche d'intuitions, il s'était converti au catholicisme avant Mai 68 et discernait dans ce printemps les signes d'un resurgissement de l'Esprit dans l'histoire – mais sans le secours de Hegel et même contre lui. Maurice Clavel fut bien seul en son temps, malgré les louanges tressées par de faux disciples, et ses livres les plus tempétueux ne dérangeront pas le nouvel ordre qui était en train de s'établir. Les questions qu'il posait sur les failles béantes de la modernité restent d'une actualité dont Gérard montre bien qu'elle est à tous égards et pour tous, croyants et incroyants, à proprement parler saisissante.

Bertrand RENOUVIN

(1) Gérard Leclerc, *Sous les pavés, l'Esprit*, France Empire / Salvator, 2018.

L'hypothèse révolutionnaire

Le premier essai de Fabrice Grimal, jeune chef d'entreprise diplômé de l'ESSEC, a retenu notre attention. Il échafaude le scénario d'un soulèvement révolutionnaire en France en 2023...

Vers la révolution, l'ouvrage de Fabrice Grimal publié aux éditions J.C. Godefroy, est moins un récit de politique-fiction qu'un diagnostic précis de l'état de la société française, un an après les dernières élections et l'avènement d'Emmanuel Macron. Richement documenté, puisant volontiers chez Todd Michéa, Onfray, Lordon ou Manent pour ne citer que les contemporains, il place le citoyen face à ses responsabilités historiques. Pour l'auteur, l'hypothèse d'une révolution reste improbable ; ses conditions de déclenchement pourraient être cependant réunies d'ici 2023.

Mais elle apparaît comme une nécessité à l'heure où tous les signaux sont au rouge. Rappelant, avec Gustave Le Bon, que « les révolutions qui commencent sont en réalité des croyances qui finissent », Fabrice Grimal constate l'effondrement des mécanismes démocratiques, corrélé avec la disparition de la souveraineté d'une France intégrée à l'Union européenne technocratique...

Une « Europe » que justifient encore aux yeux du plus grand nombre des arguments pourtant démentis par les faits, conservés malgré tout à l'état de slogans creux, mécaniquement réitérés.

Dans un pays qui voit les services publics reculer, le chômage stagner et les inégalités croître, où les jeunes prennent conscience de la dureté du monde du travail qui s'offre à leur génération, où les syndicats augmentent leurs permanents tandis que leurs adhérents quittent le navire, la torpeur semble l'emporter... Derrière l'abatement apparent, la contestation souterraine s'organise de manière disparate, à gauche comme à droite. L'observation de Nuit debout, des Veilleurs et de la Manif pour Tous, des « survivantistes » ou des écologistes (qui, tels les autogestionnaires, opèrent concrètement le retour à la terre) laisse entrevoir un mouvement contestataire d'ampleur. Malgré les divergences notoires qui persistent parmi ces courants alternatifs, pourraient être les vecteurs de convergence des colères la soif de souveraineté, la volonté de rompre avec la mondialisation et le libre-échangeisme, la contestation des politiques atlantistes et d'une Union européenne assiégée par

les lobbys industriels. Si l'in vraisemblable révolution survient, dans la foulée d'une énième crise financière, Fabrice Grimal prend aussi le pari que le tirage au sort deviendra un élément central de la démocratie à reconstruire.

Clairvoyant ? Optimiste ? Présomptueux ? Qu'importe ! Cet essai recèle une analyse pertinente de l'agonie du système oligarchique. C'est un nouveau pavé jeté dans la mare.

P. N.

Fabrice Grimal, *Vers la Révolution. Et si la France se soulevait de nouveau ?*, Éd. Jean-Cyrille Godefroy, 2018, 340 pages. Le blog de l'auteur : www.verslarevolution.fr



Chaunu

Lui, c'est le fils. Le fils de Pierre Chaunu, le grand historien qui venait pousser à la NAR ses « colères pédagogiques » - contre Mitterrand la première fois - mais qui aimait bien les « royalistes de gauche », lui le gaulliste de droite. Le jeune Chaunu avait deux ans en Mai 68 mais il se souvient du tuyau d'arrosage qui avait servi à effacer le graffiti peint sur le mur de la maison familiale : « Chaunu fasciste ».

Devenu dessinateur, à « Ouest-France », à « L'Union de Reims », Chaunu n'a pas tenu rancune aux fiers insurgés qui animaient les rues de Caen dans sa petite enfance. Il croque avec une ironie tendre ces bourgeois déguisés en révolutionnaires qui dénoncent la dictature gaulliste sous les portraits de Mao, Castro, Lénine. Et l'étudiant français qui détaille devant un CRS armé de sa matraque au printemps 68 paraît un peu dérisoire quand Moscou décide d'envoyer les chars écraser le printemps de Prague.

Le premier dessin du livre résume joliment cette histoire : « C'est quoi 68 ? » demandent deux jeunes d'aujourd'hui à leur « vieux » affalé dans son fauteuil avec un maillot des temps héroïque où il est écrit : Du passé faisons table rase. Amère ironie de l'histoire.

B.L.

Chaunu, *68 dessins en 68*, Editions France-Empire, 2018.



L'échec des Lumières

En projetant de rendre compte de l'essai monumental de Jean-François Colosimo *Aveuglements*, je m'étais d'avance promis à un ratage sévère. Chaque page de ce livre charrie une telle densité de renvois, de lectures, de clin d'œil culturels et événementiels que la critique qui a pour mission de condenser une pensée, de la ramener à quelques formules significatives, se trouve désarmé. Impossible de résumer un tel parcours, de donner une idée de sa richesse argumentative. Pourtant, c'est elle qui donne tout son prix à ce livre, construit à partir d'une époustouflante connaissance de la pensée, ancienne, contemporaine, immédiate. Si l'ami Jean-François avait songé à établir la bibliographie complète correspondant à tout ce qu'il évoque, décrit, décortique en même temps qu'il met en relation, il aurait fallu une très copieuse annexe. Il vaut mieux sans doute qu'il se soit abstenu, car son labeur ne tenait pas d'un projet encyclopédique mais d'un récit vivant, d'une relation souvent haletante de notre aventure moderne. Donc, non pas sous la forme d'une thèse universitaire forcément inadéquate mais sous celle d'une discussion passionnée où l'auteur ne se réfugie jamais sous l'anonymat d'un sujet épistémique. Tel Pascal dans sa tentative apologétique, il se livre entièrement dans un corps à corps avec l'Ange et c'est son sang qui se trouve mêlé à l'encre de son écriture.

Rien de plus significatif que les dernières pages, qui sont les plus décisives de l'essai, parce que l'inspiration théologique qui a accompagné chaque moment trouve brusquement sa révélation définitive : « *Le monde aujourd'hui chavire dans le sang non par l'excès, mais par le manque de théologie.* » Une théologie sérieuse, qui a en mémoire toutes ses strates dogmatiques, ses fondements scripturaires, mais aussi sa portée kérygmatisque. « *À Gethsémani, dans la nuit de son arrestation qu'il sait imminente, Jésus connaît l'agonie. Non pas simplement l'angoisse, mais la guerre en lui entre la volonté humaine qui ne veut pas mourir et la volonté divine qui s'offre à la mort. Dans sa prière pour les unir et les réunir, "sa sueur devint comme des larmes de sang tombant à terre" (Luc 22,44).* » Il ne s'agit nullement de piété privée d'un croyant fervent. Le drame de Gethsémani est au cœur de l'histoire, une histoire, qui, sans lui, se ramènerait à la célèbre tirade de Macbeth : « *Une histoire racontée par un idiot, pleine de bruit et de fureur. Et qui ne signifie rien.* » De ce point de vue, l'intention polémique contre les Lumières ne fait aucun doute : « *L'aveuglement sur l'essence de la foi chrétienne aura été la source du grand obscurcissement des Lumières.* » Au terme du parcours, l'intention du liminaire est amplement confirmée : « *Notre cécité résulte du crédit que nous continuons de consentir aux Lumières et de l'incrédulité que nous persistons à objecter à Lucifer. Le barrage que les droits de l'homme entendent dresser contre un mal aussi anonyme qu'abstrait et dont les organisations internationales auraient la prévention et la garde, ne s'y soustrait pas car il est édifié sur les sables mêmes*

de cet aveuglement. Il n'appelle en effet d'autre principe que lui-même : le consensus purement horizontal auquel arrimer l'impératif moral dépendant d'un zèle au Bien dématérialisé qui ne peut être que celui des défroqués du Décalogue. » Dès lors que les Lumières ont voulu nous libérer de toute Révélation, en prétendant que la raison nue pourrait à elle seule répondre à toutes les exigences d'une politique devenue autonome, la frontière avait été, du moins semble-t-il, définitivement franchie, en faveur d'un Progrès dont le mythe se substituait à toutes les promesses de rédemption.



Est-ce ce que voulait dire Marcel Gauchet dans sa thèse désormais classique sur la sortie de la religion, fermement contredite par un Régis Debray persuadé de l'impossibilité d'une émancipation durable du religieux ? Mais Gauchet n'interrompt pas l'histoire avec l'autonomisation du politique. Bien au contraire, il s'applique à décrire combien le tragique vient bouleverser toute perspective linéaire du Progrès, notamment avec les totalitarismes du XX^e siècle. Cependant l'histoire politique qu'il énonce, en reconnaissant la dette que l'émancipation doit au christianisme, souffre d'un défaut rédhibitoire, au regard de Jean-François Colosimo. Le christianisme est considéré, dans une telle analyse, non pas comme le culte qu'il est, mais comme culture. Or, dans ce mystère essentiel, il demeure au-delà de toutes les métamorphoses politiques. Et il résiste à toutes les évacuations au sein de l'histoire la plus moderne, la plus émancipée. Jésus n'est pas d'abord un fondateur de religion, dont il est loisible aux différentes disciplines de retracer les généalogies les plus significatives. « *C'est sa personne et son enseignement qui vaut principe de discrimination. En affirmant que coïncident en lui sur un mode unique, la parole et l'acte, il déclare inaugurée la présence du Royaume.* » C'est dans cet ordre là, que sa présence est inexpugnable, continuant à affronter un mystère d'iniquité que toute la science du Progrès est bien incapable de dissoudre.

Ayant tenté de définir l'intention du livre, à strictement parler, je n'ai rien dit de son contenu. Peut-être en aurai-je le loisir plus tard. Mais je ne veux pas manquer de signaler le passionnant développement qui concerne « *l'invention de la théologie politique* ». Invention qui relève de « *l'entreprise faustienne de l'Allemand Carl Schmitt, penseur de l'hostilité radicale* ». L'étonnant succès de celui que son ralliement au nazisme aurait dû définitivement recouvrir d'opprobre, s'explique par une séduction qui franchit aisément l'appartenance à une droite contre-révolutionnaire, qui n'est d'ailleurs que d'apparence. Cet antimoderne est bel et bien un moderne absolu, dont le radicalisme inspirera la gauche révolutionnaire en panne de doctrine. L'exemple foudroyant qu'il donne contredit la prétention des Lumières à expulser la théologie de ce monde, même lorsqu'elle est complètement subvertie.

Gérard LECLERC

Jean-François Colosimo, *Aveuglements. Religions, guerres, civilisations*, Éditions du Cerf

Un enfant du siècle

Un peu comme dans *Les clefs retrouvées*, Benjamin Stora mêle ici à la fois histoire personnelle et histoire collective de manière fort habile. Le cœur de son sujet est l'histoire du trotskysme lambertiste du début des années 1960 et les dérives de certains militants durant les années 1980.

Le Mai 68 étudiant fut maoïste, anarchiste mais aussi trotskyste avec entre autres l'OCI de Pierre Lambert. Stora y milite. Juif d'Algérie, sa famille a intégré le monde ouvrier métropolitain à la fin du conflit algérien. Pour lui, adhérer au trotskysme est le moyen de sortir de sa gangue communautaire, de ne plus être renvoyé à son appartenance et de se trouver intégré à un combat politique de dimension mondiale. C'est le combat du progrès et de la révolution prolétarienne contre la bourgeoisie et contre l'impérialisme. Benjamin Stora décrit la construction intellectuelle de ces jeunes Netchaïev qui rêvent de reproduire la révolution de 1917. Pourtant l'auteur se détache intellectuellement de ces jeunes peu conscients des transformations de la société française.

Au début des années 1980, Stora est marqué par la contestation des jeunes Beurs puis par celle des étudiants en 1986. Il se persuade alors qu'il faut créer une véritable tendance de gauche au sein du Parti socialiste qui a accédé au pouvoir en 1981 et qui n'a guère changé la vie. Un groupe est créé au sein de l'OCI qui doit passer en masse au PS. En fait c'est un échec. S'en suit des pages consternantes sur la mutation de nos révolutionnaires professionnels en professionnels de la politique. L'auteur se détache progressivement du PS.

Les années 1980 l'amènent à se passionner pour l'Algérie de son enfance en proie à des convulsions nombreuses. Cela lui vaudra des menaces de mort qui l'obligent à quelques années d'exil au Vietnam. Désormais, l'universitaire se tourne vers la compréhension de la guerre d'Algérie et de la société algérienne contemporaine et à l'étude des migrations en France. Il devient Directeur de la Cité de l'Immigration. On lui doit quelques remarquables expositions. Travail d'historien pas dénué de dimension politique, puisqu'il s'agit aussi pour lui de lutter contre une vision étriquée de la nation.

Robert PASTINELLI

Benjamin Stora, *68 et après, les héritages égarés*, Stock, 2018.

Avez-vous pensé à vous réabonner ?

Leur vie en France

Vincent Aucante reprend dans ce livre les articles qu'il avait publiés dans le journal *France Catholique* de 2015 à 2017, nous invitant à un voyage à la rencontre des communautés chrétiennes orientales présentes en France, en provenance des pays d'Europe de l'Est, du Proche-Orient et même d'Inde.

Le lecteur trouvera d'abord une synthèse fort didactique sur les querelles christologiques qui ont fait du christianisme oriental une mosaïque d'Eglises à la fois proches et séparées puis une rapide présentation de chacune d'entre elles. Ses découvertes de différentes paroisses permettent ensuite à Vincent Aucante de donner chair à ces communautés chrétiennes dont certaines comme les gréco-catholiques hellènes de Cargèse sont installées depuis le dernier tiers du XVII^{ème} siècle en Corse, avant même que celle-ci ne devienne française. Pour chacune d'elles, l'auteur nous rappelle son histoire et nous fait découvrir un ou des personnages importants présent ou passé de ces communautés paroissiales.

Il établit ainsi une géographie du christianisme oriental en France et nous replonge dans l'histoire politique et religieuse de l'Europe, du Proche-Orient et de l'Inde, en particulier du Kérala. Un regret cependant, on trouve peu de références au monde protestant, certes minoritaire mais pourtant bien vivant, et au monde orthodoxe. L'auteur rappelle enfin que pour toutes ces communautés, le danger au bout d'une ou deux générations est l'assimilation, soit parce qu'aucune paroisse orientale n'est aisément accessible, soit parce que la sécularisation de la société française fait son œuvre et pousse ces anciens orientaux vers l'indifférence religieuse.

Pourtant deux nuances peuvent être apportées à ce dernier propos. Tout d'abord, ces paroisses orientales peuvent attirer à elles des fidèles de l'Église latine, fascinés par la beauté de leur liturgie, passionnés de monde orthodoxe, de Tradition, mais ne souhaitant pas entrer dans une démarche schismatique. L'auteur l'évoque brièvement lorsqu'il parle de la paroisse St-Julien-le-Pauvre à Paris. Ensuite, il faut souligner le dynamisme que peuvent apporter à des paroisses latines des fidèles des communautés orientales, élément qui, à lui seul, mériterait une étude.

Marc SÉVRIEN

Vincent Aucante, *Les chrétiens d'Orient en France*, Salvator 2018.

Swaziland, le 20 avril : Pour le 50^{ème} anniversaire de l'indépendance, le roi **Mswati III** a annoncé qu'il rebaptisait son pays eSwathini, le pays des swazis. Monarque absolu, le souverain est critiqué par la communauté internationale pour le manque de démocratie qui prévaut dans son royaume. Lors du discours, une manifestation de l'opposition a été brutalement réprimée.

Libye, le 21 avril : Plus de trois cents délégués se sont rassemblés à Tripoli pour réclamer la restauration de la monarchie et la réintroduction de la constitution royale de 1951. Lors de ce 3^{ème} congrès, les représentants présents, parmi lesquels des anciens députés du parlement royal dissout lors du coup d'État de 1969 qui a aboli la monarchie, ont annoncé que le prince Mohammed El-Senoussi était le seul prétendant officiel au trône. Ce dernier s'est d'ailleurs dit « prêt à servir son pays ».

Royaume-Uni, le 21 avril : Suite au souhait de la reine **Elizabeth II**, âgée de 92 ans, le Commonwealth a nommé son fils aîné, le prince Charles, nouveau président de cette organisation regroupant 53 pays. La souveraine avait hérité de la présidence en 1952 à la mort de son père, le roi **Georges VI**.

Iran, le 23 avril : Le corps - momifié - de **Reza Shah Pahlavi**, fondateur de la dynastie impériale qui a régné sur l'Iran de 1925 à 1979, aurait été retrouvé dans la ville de Shahr-e Rey suite à des fouilles organisées près de son ancien mausolée détruit en 1980. Une annonce faite par le président du Comité de l'héritage culturel de Téhéran. Des expertises ADN devraient être organisées sous peu.

Frédéric de NATAL



Souscription 2018

Chers lecteurs,

Depuis le 1^{er} février, Royaliste est la seule publication explicitement royaliste de France ! A cette date, en effet, l'Action française publiait son dernier numéro, l'éditorialiste de ce journal justifiant cette décision par des difficultés financières devenues insurmontables au fil du temps.

La situation de Royaliste est à peine plus reluisante, elle lui permet tout au plus de paraître tous les quinze jours. Si cela est encore possible, c'est d'abord à vous, chers lecteurs, que nous le devons : le taux de réabonnement de notre journal reste exceptionnel – signe que son contenu répond à vos attentes. C'est, ensuite, parce que vous l'avez toujours soutenu par vos encouragements et vos dons. C'est enfin parce que, à chaque fois que nous avons rencontré des difficultés, nous avons su prendre les décisions qui s'imposaient : renoncer à la distribution en kiosques, réduire le format du journal et par conséquent la taille des articles. Faute de moyens, la mise en page, l'impression et le routage sont réalisés par une équipe de militants. Toutes ces évolutions nécessaires quant à la gestion et à l'administration de Royaliste, ne se sont pour autant jamais faites au détriment de la qualité du journal, ni sur le fond ni sur la forme, de l'exigence de rigueur et de notre indépendance.

Depuis quelque temps, l'équipe de rédaction se renouvelle, se diversifie, rajeunit, a des projets de développement plein ses cartons, notamment le lancement d'une grande campagne d'abonnement, la refonte de la maquette, la formation des rédacteurs à la mise en page et la nécessité de créer une complémentarité entre le journal et le site. Nous estimons à 12 000 € le budget nécessaire pour mener à bien tous ces projets, et assurer la pérennité de Royaliste. Pour relever ce défi, nous ne pouvons compter que sur vous ; c'est pourquoi, cette année encore, nous faisons appel à votre générosité, certains que vous saurez y répondre.

Pour donner, faites un chèque à l'ordre de "N.A.R." en précisant "pour le souscription" ou aller sur notre site : <http://nouvelle-action-royaliste.fr/agir/donation>

Nous vous remercions à l'avance et vous prions de croire à nos meilleurs sentiments.

Yvan Aumont, Bertrand Renouvin, Nicolas Palumbo

Mercredi de la NAR du 9 mai : Gérard Aschieri et Anicet Le Pors - « La fonction publique du XXI^e siècle »

Royaliste
Bimensuel de la Nouvelle Action royaliste

Rédaction-administration
Bloc C - B.A.L. 13
36-38, rue Sibuet
75012 Paris
Tél. : 06 43 11 36 90

Directeur de la publication
Yvan Aumont

Directeur politique
Bertrand Renouvin

Directeur politique adjoint
Christophe Barret

Rédacteur en chef
Marc Sévrien

Com. paritaire : 05 14 - G 84 801
ISSN : 0151-5772

Imprimerie spéciale de la NAR

Bulletin d'abonnement à Royaliste

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession :

Date de naissance : Adresse électronique :

souscrit un abonnement de :

(...) trois mois (20 €) - (...) six mois (30 €) - (...) un an (50 €) - (...) un an soutien (120 €)

(...) abonnement annuel en PDF (40 €) - (...) abonnement annuel de soutien en PDF (50 €)

Chèques à l'ordre de : «Nouvelle Action Royaliste». Adresse : Bloc C - Boîte 13 - 36-38 rue Sibuet - 75012 Paris

L'homme funeste et la littérature

Emmanuel Macron ne cesse de prendre la pose, au propre comme au figuré. Il se flatte de paraître et croit éblouir le monde sans mesurer ce que ses propos et ses gestes peuvent avoir d'obsène. Il est, au sens premier du mot, le personnage funeste, qui tient des propos de mauvais augure, en même temps que l'homme d'une indécence extrême. Le voyage présidentiel aux États-Unis, fin avril, et l'entretien accordé à *La Nouvelle Revue française*, début mai, confortent cette impression qui ne relève pas de la polémique.

À Washington, le spectacle donné par Emmanuel Macron et Donald Trump a dépassé toutes les simagrées de baisers et de tapes dans le dos auxquelles les chefs d'État se croient obligés de consentir depuis quelques décennies. Sans doute veulent-ils séduire et abuser les opinions publiques... Comme si nous pouvions être dupes ! En politique étrangère, on n'a pas d'amis mais seulement des alliés et les alliances sont conclues au vu des rapports de force, en composant des intérêts nationaux. Par fonction, un chef d'État défend les intérêts de la nation qu'il représente, selon la ligne qui a été fixée par le gouvernement.

Ces principes ont été oubliés depuis vingt ans par les dirigeants français (1). Ils sacrifient volontiers notre pays sur les autels de la morale internationale, de « l'Occident », de « l'Europe » et des « droits de l'homme » - non sans conclure des pactes infâmes, par exemple avec les Saoudiens, seul État islamique réellement institué. Le mélange classique et détonnant de l'angélisme et du cynisme affairiste a partout produit des effets désastreux. Nous ne savons toujours pas pourquoi nous sommes devenus les supplétifs des États-Unis en Irak et en Syrie ni quel est le jeu de la France dans cette partie du monde. Mais nous voyons qu'Emmanuel Macron s'est aligné sur Donald Trump en se déclarant favorable à un nouvel accord nucléaire avec l'Iran. Et nous avons constaté que notre sémillant président, encensé par les médias français comme brillant détenteur du « *leadership* européen », a été immédiatement désavoué par Federica

Mogherini, haute - et léthargique - représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité. Mais qu'importe, puisque « avec Trump, nous contribuerons à la création d'un ordre mondial du XXI^e siècle pour le bien de nos concitoyens » ! Avec l'Union européenne moribonde ? Sans elle ? On ne sait.



Si Emmanuel Macron n'était qu'un jeune technocrate passé par la banque et soudain projeté dans les rapports de forces internationaux, il y aurait lieu de s'inquiéter en espérant qu'un ministre des Affaires étrangères capable puisse rapidement reprendre la main. Hélas, le président des riches est aussi un homme assez infatué de lui-même pour se définir comme un personnage de roman dans l'entretien qu'il a accordé à *La Nouvelle Revue française*. Après avoir fait observer que les Français « aiment qu'il y ait une histoire », Emmanuel Macron s'exclame qu'il en est « la preuve vivante » et « l'émanation du goût du peuple français pour le romanesque... ». Sans blague !

Plat produit de l'oligarchie autant que des circonstances, Emmanuel Macron se peint en aventurier de la politique porté sur le pavois par un peuple ébloui. C'est Bonaparte aux Folies-Bergères : tout le contraire de l'homme d'État soumis à la Constitution pour le service de tous, qui porte une écrasante charge historique et qui doit incarner la froide raison juridique. Ce mépris romanesque du souci politique s'accompagne d'un romantisme adolescent. Levez-vous vite, orages désirés ! Ce qui rend Emmanuel Macron « optimiste », c'est le retour du tragique sur le continent européen qui aurait été engoncé dans son confort petit-bourgeois depuis 1945. Comme si nous avions perdu le sens du tragique pendant la Guerre froide et pendant la guerre d'Algérie, comme si l'éclatement de la Yougoslavie, hier, et l'écrasement du peuple grec n'étaient pas des tragédies !

Un chef d'État doit prévenir la tragédie, la tenir à distance. Emmanuel Macron espère les grandes épreuves qui le camperont en personnage héroïque. C'est irresponsable et dangereux. Funeste.

Bertrand RENOUVIN

(1) Je n'oublie pas les graves erreurs, aux conséquences catastrophiques, commises par François Mitterrand et je ne crois pas à l'aimable fiction du « gaullo-mitterrandisme ».